

COMMUNIQUÉ

Exclusion de l'éducation de langue française de l'enquête de la Commission des droits de la personne de l'Ontario sur le droit de lire

Toronto (Ontario), le 3 mars 2022 — L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario (ACÉPO) et l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC) aimeraient exprimer leur déception suite à la publication récente du rapport *Le droit de lire* de la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP).

La CODP a lancé l'enquête publique sur le droit de lire en octobre 2019 dans le but de revoir en détail la façon dont l'éducation publique de l'Ontario répondait aux besoins des élèves ayant des troubles de lecture. Le rapport *Le droit de lire* propose 157 recommandations.

La raison d'être de la CODP est la promotion et la protection des droits de la personne. Pourtant, dès le lancement de son enquête en 2019, la CODP a fait le choix délibéré d'exclure les conseils scolaires et les facultés d'éducation de langue française de son échantillonnage. En effet, seuls huit conseils de langue anglaise et 13 facultés d'éducation anglophones ont été inclus. Nous osons croire qu'une étude publique sur l'éducation publique de l'Ontario devrait prendre en compte ses 4 systèmes d'éducation, soit langue anglaise catholique et public et langue française catholique et public. Le CODP a agi d'une manière fondamentalement contraire à sa mission, soit celle de protéger les droits de tous les élèves ontariens, peu importe la langue dans laquelle ils reçoivent leur éducation. Sur les 157 recommandations dans l'étude, les conseils scolaires de langue française sont mentionnés à deux reprises.

La CODP demande à tous les partenaires du système d'éducation de l'Ontario d'assumer leurs responsabilités et leurs obligations légales en vertu du Code des droits de la personne de l'Ontario afin d'éliminer les obstacles qui limitent les possibilités d'apprentissage et de réussite des élèves. Or, le fait d'avoir écarté les conseils scolaires de langue française de cette étude est un enjeu majeur : il existe des différences fondamentales entre l'enseignement de la lecture en contexte majoritaire, en contexte minoritaire et pour les programmes d'immersion. Comment le ministère de l'Éducation prévoit-il travailler avec les conseils scolaires de langue française pour mettre en œuvre des recommandations d'une étude qui les a exclus ?

Benoit Fortin, vice-président de l'ACÉPO, a réagi ainsi, « Nous sommes déçus de l'exclusion de la perspective de l'éducation de langue française de cette enquête et osons espérer la réalisation d'une nouvelle étude portant sur les besoins spécifiques des élèves fréquentant les écoles de langue française ».

De son côté, Johanne Lacombe, présidente de l'AFOCSC, a déclaré, « Nous sommes confiants que le ministère de l'Éducation comprendra l'importance d'obtenir des données probantes sur les défis particuliers des élèves francophones liés à l'apprentissage de la lecture en milieu minoritaire, avant de demander aux conseils scolaires de langue française de mettre en œuvre des solutions. »



-30 —

L'ACÉPO et l'AFOCSC représentent l'ensemble des conseils scolaires (publics et catholiques) de langue française de l'Ontario ainsi que le Consortium Centre Jules-Léger.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter :

Marie Lanthier, agente des communications de
l'ACÉPO
marie.lanthier@acepo.org
613 422-0612

Thérèse Osakanu, agente de
communications de l'AFOCSC
tosakanu@afocsc.org
416 250 1754 poste 105

NEWS RELEASE

French-Language Education Excluded from Ontario Human Rights Commission's Right to Read Inquiry

Toronto, Ontario, March 3, 2022 — L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario (ACÉPO) and l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC) would like to express their disappointment about the recent release of the Ontario Human Rights Commission's (OHRC) Right to Read report.

The OHRC launched the *Right to Read* public inquiry in October 2019 in order to comprehensively review how Ontario's public education was meeting the needs of students with reading disabilities. The *Right to Read* report offers 157 recommendations.

OHRC's raison d'être is the promotion and protection of human rights. Yet, upon launching its survey in 2019, OHRC made the deliberate choice to exclude French-language school boards and faculties of education from its sample. Indeed, only eight English-language boards and 13 English-language faculties of education were included. It stands to reason that a public study on Ontario's public education should take into account its four education systems, English-language catholic and public and French-language catholic and public. The OHRC has acted in a manner that is fundamentally contrary to its mission to protect the rights of all Ontario students, regardless of the language in which they are educated. Of the 157 recommendations in the study, French-language school boards are mentioned twice.

The OHRC calls on all partners in Ontario's education system to fulfill their responsibilities and legal obligations under the Ontario Human Rights Code to remove barriers that limit students' opportunities to learn and succeed. The exclusion of French-language school boards from this study is a major issue: there are fundamental differences between reading instruction in a majority setting, in a minority and in immersion programs. How does the Ministry of Education plan to work with French-language school boards to implement the recommendations of a study that excluded them?

Benoit Fortin, vice-president of ACÉPO, reacted as follows: "We are disappointed that the French-language education perspective was excluded from this study and hope that a new study will be conducted to address the specific needs of students attending French-language schools.

For her part, Johanne Lacombe, president of AFOCSC, stated, 'We are confident that the Ministry of Education will understand the importance of obtaining evidence-based data on the specific challenges of francophone students in learning to read in a minority setting, before asking French-language school boards to implement solutions.'



-30-

ACÉPO and AFOCSC represent all French-Language school boards (public and catholic) in Ontario as well as the Consortium Centre Jules-Léger.

For more information, please contact:

Marie Lanthier, Communications, ACÉPO
marie.lanthier@acepo.org
613 422-0612

Thérèse Osakanu, Communication Officer,
AFOCSC
tosakanu@afocsc.org
416 250 1754 poste 105